Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

102-103 | 2005
Gérard Althabe

Décolonisation conservatrice

Voilements et dévoilements ethnologiques

Laurent Bazin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1397>
DOI : 10.4000/jda.1397
ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005
Pagination : 81-96
ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Bazin, « Décolonisation conservatrice », *Journal des anthropologues* [En ligne], 102-103 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1397> ; DOI : 10.4000/jda.1397

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Journal des anthropologues

Décolonisation conservatrice

Voilements et dévoilements ethnologiques

Laurent Bazin

- 1 En guise de préambule, je voudrais souligner à quel point le déroulement du conflit armé actuel en Côte-d'Ivoire montre la pertinence et l'actualité des analyses menées par Gérard Althabe sur le processus de décolonisation dans les années 1960-70. Pourquoi cela ?
- 2 Rappelons-en simplement quelques aspects récents. En novembre 2004, deux avions de guerre ivoiriens bombardent un camp de la force française d'interposition, provoquant la mort de neuf soldats ; en représailles, l'armée française détruit l'intégralité de l'aviation ivoirienne, soit quelques avions et hélicoptères. À la suite de cet affrontement militaire des dizaines de milliers d'émeutiers encadrés par les « jeunes patriotes », une milice pro-gouvernementale fort bien organisée, s'en prennent violemment aux intérêts français à Abidjan, sur incitation des radios et télévisions publiques. Ces « jeunes patriotes » envahissent les rues, pillent, saccagent et pourchassent les Français, tentent de défendre la présidence lorsqu'ils la croient menacée ou font mine de vouloir reprendre l'aéroport occupé par les forces armées françaises. Ils ont pour slogan une « résistance anticoloniale », selon le mot d'ordre lancé par le leader médiatique des miliciens, Blé Goudé, surnommé le « général de la jeunesse ». Dans le même temps, le président de l'Assemblée nationale ivoirienne déclarait publiquement que la Côte-d'Ivoire serait un nouveau Vietnam pour la France. Celle-ci, donc, s'y enliserait à l'instar des États-Unis au Vietnam mais surtout la Côte-d'Ivoire engagerait ainsi une guerre de libération contre l'ancienne puissance coloniale, dont la présence militaire est désignée comme une « armée d'occupation ». Près de deux ans auparavant, en janvier 2003, dans les semaines qui ont suivi les accords de Linas-Marcoussis, une émeute des « jeunes patriotes » contre les intérêts français avait déjà eu lieu, pour dénoncer la partialité de la France et exiger le départ de ses soldats. Comme s'il fallait absolument remplacer une tutelle par une autre, les manifestants en appelaient à l'intervention des États-Unis¹, dans le moment même où la plus grande puissance mondiale, qui préparait l'invasion de l'Irak, était partout dénoncée pour son nouvel impérialisme.
- 3 Comment – pour parler comme Althabe – construire l'intelligibilité de ces événements ? Comment la Côte-d'Ivoire peut-elle se trouver brutalement la proie d'une émeute

anticoloniale 44 ans après son accès à l'indépendance ? Pour le formuler autrement, comment ce pays a-t-il maintenu si longtemps sa sujétion coloniale ? Telle est, me semble-t-il, l'une des questions essentielles si l'on veut comprendre ces événements². Ceux-ci, avec un décalage temporel de 35-45 ans, présentent une illustration particulièrement frappante de la portée de la notion de « décolonisation conservatrice » qui a été au centre des analyses de Gérard Althabe sur les deux Congo et Madagascar.

- 4 Anthropologue ayant travaillé sur la Côte-d'Ivoire, je voudrais replacer ces analyses en perspective avec ma propre démarche de recherche. Ce procédé me paraît plus intéressant que d'entreprendre de commenter abstraitement l'œuvre d'Althabe. Il en est également plus fidèle en un certain sens puisque la connaissance, pour Althabe, ne procédait pas de la discussion académique mais de la réalité qu'il observait au moyen de l'enquête ethnologique.
- 5 Je connaissais à peine Althabe avant qu'il ne participe au jury de ma soutenance de thèse, en décembre 1997. Je dois même admettre que son œuvre m'était peu familière avant que j'entame la rédaction de ma thèse en 1996. J'ai lu pour la première fois *Les fleurs du Congo*, qui venait d'être réédité, entre le moment où j'ai déposé ma thèse et la soutenance. J'ai éprouvé un choc à y découvrir une étroite correspondance avec les grands axes de l'analyse que je venais d'élaborer à partir de mon propre terrain d'investigation. Or le livre avait été publié 25 ans auparavant, dans la conjoncture qui suivait immédiatement la décolonisation et à propos d'un tout autre pays, le Congo-Kinshasa, ex-Congo belge.
- 6 Quelques mots pour caractériser ma thèse. Elle porte sur l'analyse des rapports de travail dans une firme industrielle d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, à partir d'une enquête réalisée pour l'essentiel en 1993 et poursuivie jusqu'en 1995. Elle s'efforce d'analyser l'articulation des rapports de travail avec le politique, la parenté et la domination extérieure. L'un des aspects les plus caractéristiques de la situation observée était que la structure hiérarchique interne de l'entreprise reposait entièrement sur la soumission à la domination européenne, à travers l'autorité conférée à quelques expatriés français, dans une sorte de restauration permanente de la configuration hiérarchique coloniale. Toute la dynamique conflictuelle interne consistait en des efforts, réitérés sans cesse et sans cesse mis en échec, pour renverser ce schéma ; à aucun moment le cadre dual de la polarité « noirs/blancs », selon les termes utilisés localement, ne pouvait être contourné ou esquivé, de sorte que cette configuration était à la fois indépassable et la forme prise par les contradictions internes.
- 7 Partant de cette observation, j'ai été amené à développer l'analyse des fondements idéologiques et symboliques de l'État ivoirien, tel qu'il s'est bâti lors de la décolonisation et dans son évolution historique. Un second aspect essentiel de cette configuration tenait aux projections de la parenté sur les rapports hiérarchiques internes. Pour analyser la situation observée, il était nécessaire de décrypter les liaisons entre tous ces espaces : l'entreprise, l'État, la sphère de la parenté, le village, le monde fantasmé des « blancs », etc. La logique de ma démarche était en quelque sorte topographique. Partant de l'entreprise comme lieu d'enquête, je m'efforçais de découvrir comment les sujets qui occupaient ce champ social produisaient leurs relations entre eux ; pour entrer dans ces logiques internes, il fallait appréhender comment ils élaboraient les articulations entre cet espace et les autres champs qui composent leur univers. Comprendre la configuration hiérarchique interne de l'entreprise nécessitait donc en premier lieu de dégager la structure symbolique de l'État et son évolution, ainsi que son rapport avec la sphère de la parenté. Mon terrain d'investigation montrait d'une manière crue comment cette

structure symbolique de l'autorité étatique était demeurée intimement liée au maintien de la domination réelle et imaginaire de l'ancienne tutelle coloniale³. Soulignons au passage que la tournure prise par le conflit armé confirme ce dernier aspect et lui confère une acuité plus tragique encore, ainsi que l'indiquent le rôle très ambigu qu'y joue la France (empêchant en 2001 les rebelles de prendre le pouvoir et se positionnant ainsi comme l'acteur clé sans lequel il n'est pas possible d'accéder/de se maintenir aux commandes de l'État) et les tensions spécifiques qui s'aiguisent sur le thème d'une domination (énoncée comme) coloniale verrouillée plus que jamais par cette présence militaire mais dont le rejet vise la légitimation des gouvernants.

- 8 Pour en revenir à la forme de l'emprise étatique, trois questions essentielles, imbriquées, découlaient des observations réalisées lors de ma recherche doctorale : comment l'État ivoirien a conservé la structure hiérarchique coloniale reposant sur le clivage noirs/blancs pour en faire le ressort fondamental de son autorité et pourquoi cette autorité est mise à mal dans les années 1980-90 ; comment l'État s'appuie sur les rapports de parenté et de même origine villageoise, les renforce et les transforme en un système de relations clientélistes extensible ; comment l'administration coloniale puis l'État postcolonial ont produit les différents espaces de l'activité économique, notamment en les ethnicisant et en les scindant en une économie de plantation, emblème de l'intégration nationale, et une économie « moderne » où se renouvelle la domination de l'ancienne tutelle coloniale. Si les contradictions liées à l'impossibilité de subvertir une domination « blanche » réaffirmée en permanence étaient si violemment exprimées dans le champ social que j'observais, c'était précisément parce que le domaine de l'économie « moderne » dans lequel j'avais situé mes enquêtes était produit symboliquement et socialement (ou politiquement) comme le lieu d'exercice d'une domination extérieure que la décolonisation n'avait pas éradiquée. Or, avec l'imposition des plans d'ajustement structurel dans les années 1980 et le désengagement progressif de l'État des entreprises publiques ou mixtes, c'est tout ce secteur économique dit « moderne » (le terme utilisé à l'époque coloniale était « secteur européen ») qui redevenait le domaine de l'étranger. D'où une contradiction monstrueuse : toute la rhétorique publique appelait à un essor de l'investissement privé national, qui signifierait une reconquête par des acteurs nationaux de l'économie nationale, dans le moment même où les plans d'ajustement structurel venaient réaffirmer une nouvelle subordination au monde occidental, multilatéralisée bien que la France continue d'exercer un rôle économique et politique essentiel. Cette subordination passait entièrement par le domaine de l'économie, notamment par le biais de l'endettement et de l'ingérence dont il fournit le prétexte, de l'édiction de normes allant jusqu'à l'imposition de nouveaux textes législatifs (codes des douanes, des investissements, du travail)⁴, etc.
- 9 Il me semblait que, par-delà la restitution de la singularité intrinsèque de la situation observée, le développement de ces questions constituait mon apport personnel et original à la recherche sur la Côte-d'Ivoire et plus généralement à la connaissance des phénomènes de dépendance néocoloniale et de la manière dont les ajustements structurels en réactivaient les contradictions dans les années 1980-90. Ayant à peine achevé ce travail, lisant *Les fleurs du Congo*, je découvrais avec stupeur qu'Althabe en avait produit les cadres d'analyse sur le Congo, à plus grande échelle, avec plus de profondeur et de manière plus systématique, mais sans d'ailleurs qu'elles ne procèdent d'une enquête de terrain ethnologique. Il analysait particulièrement bien comment la décolonisation avait été restreinte au domaine politique et comment l'économie était restée en dehors de

ce processus. Dès lors, l'entreprise, expliquait-il (pp. 195-206), continuait à reposer sur la rupture hiérarchique coloniale, sur la subordination aux Européens.

Il apparaît que la congolisation de la direction conservera encore longtemps la séparation entre l'un et l'autre domaine : les postes dans lesquels s'actualise principalement la domination (les services du personnel par exemple) seront congolisés, les techniciens étrangers restant installés dans ceux à partir desquels l'exploitation des travailleurs se transforme en profit.

- 10 Par-delà la trajectoire singulière et tourmentée du Congo, devenu le Zaïre avant de redevenir le Congo, et une zaïrianisation qui ne fut qu'une phase supplémentaire de « prise de possession » parodique du monde des étrangers⁵, ces paroles prennent un accent particulier après une décennie d'ajustements structurels. Les résultats de mes recherches sur la Côte-d'Ivoire, comme ceux de J. Ferguson sur la Zambie, par exemple, montrent dans une conjoncture désormais dominée par la désindustrialisation une même tendance au dessaisissement des cadres locaux de leur autorité au profit d'un retour de directions expatriées et/ou d'« assistants techniques ».
- 11 Si je rapporte ici cette anecdote liée à ma lecture tardive des *Fleurs du Congo* – que j'avais signalée brièvement au moment de la soutenance de ma thèse, pour m'en excuser – c'est parce qu'elle me semble révéler deux choses combinées entre elles sous la forme d'un paradoxe. En premier lieu, au-delà d'une simple négligence de ma part, elle indique que ce livre a été suffisamment relégué dans le corpus des recherches ethnologiques et africanistes, pour qu'il échappe à ma vigilance ; il serait intéressant d'en dégager les raisons qui ne sauraient se réduire au caractère abrupt et austère de l'écriture de l'ouvrage. En second lieu néanmoins, cette anecdote me semble révéler l'acuité et l'actualité surprenante de ce travail magistral que représente *Les fleurs du Congo*, puisqu'il est possible d'en retrouver les traits essentiels, à partir d'une recherche empirique, 25 ans plus tard, dans une autre partie du continent africain. La résonance profonde entre les travaux d'Althabe et les miens, à un quart de siècle de distance, est d'ailleurs accentuée par le caractère tranché des situations. Lumumba fut un symbole panafricain de la lutte pour l'émancipation des ex-colonies africaines dans les années 1960, son assassinat et les interventions étrangères dans le conflit du Congo étant exemplaires de la restauration d'un ordre des rapports internationaux qualifié alors de néocolonialisme ou d'impérialisme. La Côte-d'Ivoire est le pays africain que l'on peut considérer comme le plus emblématique d'une dépendance néocoloniale choisie, assumée, et qui, tant que son caractère stratégique fut crucial dans le jeu des rapports internationaux, fut la clé d'une croissance économique et d'une stabilité politique remarquées et mythifiées par nombre d'observateurs.
- 12 Dès les années 1960, ces situations qui reposent sur le maintien des rapports de dépendance et de domination n'échappent évidemment à personne ; pourtant cela n'est jamais formulé comme un élément essentiel et structurant des rapports sociaux, comme s'il s'agissait d'un décor qui demeurerait étranger à la scène sur laquelle se jouent les relations sociales. Si cette réalité des rapports entre sociétés est appréhendée couramment d'un point de vue économique⁶ ou de l'analyse géopolitique des rapports internationaux, si le caractère *compradore* des bourgeoisies nationales était largement discuté dans les années 1960-70, tout se passe comme si ces rapports de domination étaient sans incidence dans les processus sociaux. De sorte que la nature de l'État et ses modes de coercition et d'inscription dans la réalité n'auraient aucune importance, l'État lui-même semblant alors participer d'un univers totalement déconnecté des sociétés qu'étudient les ethnologues. D'ailleurs, à la même époque, ceux-ci étaient précisément

plus préoccupés par des débats concernant les conditions d'émergence de l'État (comme abstraction)⁷ et les formes d'organisation des sociétés sans ou contre l'État, pour s'intéresser aux États qui se construisaient effectivement sous leurs yeux (Dozon, 2003). Il y a donc un contraste surprenant. D'un côté les rapports de domination coloniaux maintenus par-delà les indépendances africaines imprègnent toutes les relations sociales, et saisissent tout chercheur africaniste qui en est donc bien évidemment très conscient, surtout dans la période d'intensité maximale des slogans anti-impérialistes et de dénonciation du néocolonialisme. D'un autre côté, cette dimension des rapports sociaux est néanmoins occultée presque systématiquement dans les résultats de recherche, comme si elle devait être absolument expurgée d'une réalité que les chercheurs tentent de reconstruire en en faisant abstraction.

- 13 Remarquons tout d'abord que cette scotomisation du politique et de ses effets n'est pas nouvelle. Les notions de situation coloniale puis de sociologie de la dépendance élaborées par Georges Balandier dans le cadre de la formulation d'une anthropologie/sociologie *actuelle* et dynamiste répondaient à la généralité de l'occultation du rapport colonial par l'ethnologie de l'époque. Or, justement, si l'ethnologie ou la sociologie (et bien sûr l'histoire) ont par la suite abondamment abordé l'analyse du *passé* colonial, la rupture introduite par Balandier a été très largement suturée et conjurée par un désintérêt massif de ces disciplines envers l'analyse des phénomènes politiques *contemporains* des enquêtes de terrains, tout spécialement en ce qu'ils étaient articulés à la nature de l'État postcolonial et des rapports de domination internationaux. Pour ne suggérer rapidement qu'un exemple, dans des sociétés que les anthropologues décrivaient quotidiennement comme structurées fondamentalement par les rapports de parenté, où le politique était associé à l'institution du lignage, comment continuer à raisonner sur les rapports de parenté et les lignages en faisant abstraction d'une dimension essentielle de l'évolution politique de ces sociétés, soit la constitution d'États souverains à travers une décolonisation conservatrice des rapports de domination coloniaux ? L'originalité absolue de la démarche de Gérard Althabe, dans ses recherches africanistes, a été d'une part d'articuler constamment ces différents rapports (les rapports de parenté avec la domination de l'État, et la domination de l'État avec l'actualisation de la domination étrangère, etc.) et d'autre part d'analyser ces rapports et ces articulations en partant des significations qu'en élaboraient les sujets qu'il observait.
- 14 En un mot, la grande leçon de Balandier dans les années 1950 avait été de rompre avec une posture qui consistait à saisir chaque « société » comme une entité en soi et donc, finalement, chacun des phénomènes observés comme un trait permettant de décrire une « culture » pensée nécessairement comme devant être celle d'un groupe ethnique ; l'orientation adoptée par Balandier – accent mis sur la situation coloniale – revenait à souligner l'importance décisive et la nature structurante des rapports entre sociétés : non seulement entre sociétés « indigènes » comme la vision coloniale était bien naturellement encline à le formuler, mais également entre sociétés « colonisée » et « colonisatrice ». Cette situation coloniale, énonçait Balandier (1955, 1971), est le cadre interprétatif nécessaire et indispensable pour comprendre les réalités observées. La situation coloniale a par la suite largement été appréhendée... alors qu'elle était devenue un élément historique, tandis que le *présent* politique des sociétés africaines postcoloniales était à nouveau superbement ignoré. En outre, la portée du renversement épistémique opéré par Balandier a été atténuée du fait qu'elle est demeurée prisonnière du cadre, normatif et téléologique, de la dichotomie tradition/modernité structurant alors fortement les

pensées. Ce sont des termes – parmi tant d'autres – qu'Althabe n'a jamais inscrit dans son vocabulaire conceptuel propre. Toute sa perspective consistait justement à dissoudre cette bipolarité pour comprendre comment – constitutive d'un rapport de domination – elle était élaborée dans les logiques sociales qui étaient l'objet de ses investigations. Il faut remarquer à ce propos qu'Althabe manifestait un rejet radical de la terminologie académique de l'ethnologie (y compris de sa frange marxiste en plein essor au début des années 1960) au profit de catégories conceptuelles inusitées qui témoignent de l'intensité de ses efforts pour rompre avec des notions fondamentalement ethnocentriques.

- 15 Ces quelques remarques, qui évoquent successivement différents aspects de l'originalité des travaux d'Althabe, ne sont pas fortuites. Je veux par là suggérer toute la cohérence d'une démarche intellectuelle qui s'est attachée (sur son domaine évidemment) à la reconstruction radicale du mode de production de la connaissance en l'ancrant le plus possible dans le réel : l'enquête de terrain, conçue comme espace de communication entre le chercheur et les groupes sociaux dont il s'efforce de comprendre les logiques. C'est là, me semble-t-il, que se situe véritablement la « révolution copernicienne » opérée par Althabe⁸. Car la tendance à l'expurgation continue des phénomènes politiques contemporains hors des problématiques et des analyses – qui caractérise durablement l'ethnologie française – ressortit très précisément, dans ce contexte colonial et postcolonial, au refoulement de l'implication de l'observateur. Une telle occultation n'a été aussi constante et aussi largement répandue que parce qu'elle reposait sur une volonté inconsciente de séparer absolument l'observé de l'observateur. Séparation observé/observateur dont on aura compris qu'elle est dans un rapport d'homologie avec les catégories hiérarchiques coloniales – que l'anthropologie française avait particulièrement rigidifiées : l'indigène (primitif) objet de la pratique (du discours) scientifique de l'ethnologue européen. Il s'agissait, comme Devereux (1980) l'a très bien montré d'un point de vue général et selon ses propres termes, de réduire au silence l'observé :

Isoler un phénomène est une stratégie scientifique fondamentale, mais amputer la réalité de ses caractères essentiels permet seulement de la couler dans le lit de Procruste de la stérilité scolastique (ibid. : 61).

- 16 C'est bien là toute la schizophrénie de l'ethnologie française : prétendre accéder à l'univers symbolique d'« autres » tout en abolissant leur point de vue d'« observés » pour ne pas avoir à s'y contempler, maintenant ainsi ouverte la possibilité de reproduire indéfiniment les discussions sur la nature des sociétés « traditionnelles », « primitives », etc. En ce sens l'académisme ethnologique, dépositaire d'une accumulation de connaissances sur des autres observés-indigènes en quelque sorte non (re)connus d'emblée comme « colonisés », n'est pas le moindre des agents de la décolonisation conservatrice. En résultent encore aujourd'hui, jusqu'à la caricature parfois, des velléités chez certains ethnologues de préserver l'ordre symbolique du colonialisme et son univers de peuplades exotiques que la pratique de l'ethnographie viendrait authentifier⁹. Ce sont ces catégories (coloniales) de l'altérité qu'Althabe, dès ses tout premiers travaux, refuse de prendre pour des données et dont il problématise la production au moyen d'une pratique réflexive de l'enquête de terrain¹⁰. Il n'est donc pas étonnant qu'Althabe soit l'ethnologue qui a le premier, tout à la fois :

1. formulé la nécessité d'analyser la position occupée par l'observateur dans le monde qu'il observe,
2. montré la rémanence des rapports de domination coloniaux, en dévoilant leur internalisation dans les sociétés africaines et malgache à travers les occurrences singulières

d'une décolonisation conservatrice (acceptant ainsi de restituer, dans la vision du monde des « observés », la place occupée par le « monde de l'observateur »)

3. et, à la suite des impulsions données par Balandier dont il est sans aucun doute sur ce point le plus proche héritier¹¹, véritablement mis en pratique une ethnologie au présent, dont il formulera plus tard les principes épistémiques et méthodologiques.
- 17 Il est amusant et significatif de constater que, durant les quelques années qui m'ont été nécessaires pour préparer ma thèse, mon itinéraire intellectuel a suivi en condensé et en quelque sorte à rebours le cheminement d'Althabe. Avant de partir en Côte-d'Ivoire réaliser mes recherches de terrain, lorsque j'étais étudiant en DEA, j'avais suivi son séminaire. Cette année-là, Gérard Althabe lui-même y parlait peu : je me souviens des interventions de Monique Selim, Michelle de la Pradelle, Martine Hovanessian... Althabe était pour moi avant tout l'inspirateur d'une ethnologie du présent, qui était l'orientation scientifique dans laquelle je me suis d'emblée situé. S'il avait ouvert la voie et en avait énoncé les principes épistémologiques et méthodologiques essentiels¹², les exemples de recherches sur l'entreprise réalisés de cette manière étaient peu nombreux, presque inexistants. Monique Selim venait de publier *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh* et le premier numéro du *Journal des anthropologues* consacré à l'ethnologie de l'entreprise¹³. Les *Cahiers d'études africaines* avaient édité un numéro sur le même thème, beaucoup plus orienté, de fait, sur le commerce. Jean Copans qui était mon directeur de thèse m'avait invité à participer, avec entre autres lui-même et Monique Selim, à un programme de recherche intitulé « la recomposition des rapports sociaux par l'entreprise » dont la problématique collective avait été rédigée par Robert Cabanes et Bruno Lautier (1991, 1996). Dans mon travail de DEA je m'étais efforcé de réélaborer cette problématique générale – que, dans cette équipe, seule Monique Selim avait véritablement mise en pratique – dans une démarche personnelle en tentant de l'enrichir des apports des travaux africanistes sur les entrepreneurs et les classes ouvrières dont je m'employais à réaliser une synthèse (Bazin, 1992). C'est dans cette optique que j'ai effectué durant les années suivantes mes investigations de terrain, guidé par ces principes, assez simples au demeurant, que m'avaient inspirés à la fois ce programme commun et la lecture de Monique Selim : prendre l'entreprise comme le lieu d'enquête en incluant dans l'investigation toutes les catégories hiérarchiques ; tenter de dégager la cohérence interne des rapports sociaux en concentrant mes efforts particulièrement sur la production des relations hiérarchiques ; saisir les processus de pénétration, de déplacement et de réinterprétation des logiques sociales externes dans les rapports internes.
- 18 Rien, dans tout ce travail préalable de lecture et de problématisation, ne m'avait préparé aux résultats de recherche que j'ai obtenus !
- 19 Gérard Althabe avait été pour moi de façon abstraite l'initiateur d'une ethnologie du présent et, surtout par la médiation de Monique Selim, d'une ethnologie de l'entreprise ; au fur et à mesure que j'avais avancé, j'avais puisé dans ses travaux quelques outils d'analyse précieux qui venaient étayer mes interprétations de la réalité observée. Mais je ne l'avais sans doute pas suffisamment lu : voilà qu'au terme de cette progression je me retrouvais subitement dans ses pas, bien trop grands pour moi...

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS M., 1990. *Anthropologie de l'État*. Paris, Armand Colin.
- ALTHABE G., 1969. *Oppression et libération dans l'imaginaire. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar*. Paris, Maspero (2^e éd., 1982).
- ALTHABE G., 1972. *Les fleurs du Congo. Une utopie du lumumbisme*. Paris, Maspero (2^e éd. augmentée L'Harmattan, 1997).
- ALTHABE G., 1987. « Production de l'étranger et xénophobie » in *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*, Actes du colloque de l'AFA (9-11 janvier 1986), Paris, ORSTOM : 382-392.
- ALTHABE G., 1988. « Vers une ethnologie du présent », *Revue de l'Institut de sociologie*, 3-4, Bruxelles : 89-98.
- ALTHABE G., 1990. « L'ethnologue et sa discipline », *L'Homme et la société*, 95-96 (1-2) : 25-41.
- ALTHABE G., HERNANDEZ V. A., 2004. « Implication et réflexivité en anthropologie », *Journal des anthropologues*, 98-99 : 15-36.
- ALTHABE G., SELIM M., 1987. « Production de l'étranger » in *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*, Actes du colloque de l'AFA (9-11 janvier 1986), Paris, éd. de l'ORSTOM : 379-381.
- AMIN S., 1967. *Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire*. Paris, Éd. de Minuit.
- BALANDIER G., 1955. *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. Paris, PUF (4^e éd. 1982).
- BALANDIER G., 1971. *Sens et puissance*. Paris, PUF (3^e éd. 1986).
- BAZIN L., 1992. *Éléments pour une recherche sur les déterminants sociaux du fonctionnement des entreprises industrielles de Côte-d'Ivoire*, mémoire de DEA en anthropologie sociale et ethnologie. Paris, EHESS.
- BAZIN L., 1997. *Anthropologie politique dans une entreprise en Côte-d'Ivoire. Domination et logiques d'accusation*. Thèse pour le doctorat d'anthropologie sociale et ethnologie. Paris, EHESS.
- BAZIN L., 1998. *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L'Harmattan (préface de G. Althabe et M. Selim).
- BAZIN L., 1999. « Domination extérieure et dénonciations ethniques en Côte-d'Ivoire », *Autrepart (Cahiers des sciences humaines)*, 10 : 77-90.
- BAZIN L. (entretien réalisé par M. Selim), 2005. « Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire », *Chimères*, 56 : 15-35.
- BAZIN L., SELIM M. (coord. par), 1996. *Journal des anthropologues*, 66-67 (Anthropologie, entreprise, entrepreneurs).
- BAZIN L., DIDRY C., ROULLEAU-BERGER L. & SELIM M., 2004. « Salariats incertains. Réflexions sur les incises économiques de la globalisation », *L'Homme et la société*, 152-153 : 17-45.
- CABANES R., LAUTIER B., 1991. « La recomposition des rapports sociaux par l'entreprise », *Les Cahiers « pratiques sociales et travail en milieu urbain »*, 15. Paris, ORSTOM : 103-125.

- CABANES R., LAUTIER B. (dir.), 1996. *Profils d'entreprises au Sud. Les politiques de gestion face aux cultures et aux statuts*. Paris, Karthala.
- CLASTRE P., 1974. *La société contre l'État*. Paris, Éd. de Minuit.
- COPANS J., 1974. *Critiques et politiques de l'anthropologie*. Paris, Maspero.
- COPANS J., 1975 (dir.). *Anthropologie et impérialisme*. Paris, Maspero.
- COPANS J., 1980. *Les marabouts de l'arachide*. Paris, Le Sycomore (rééd. L'Harmattan 1988).
- DEVEREUX G., 1980. *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*. Paris, Aubier.
- DOZON J.-P., 2003 : « Les États africains contemporains dans l'épistémè africaniste française », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 13-29.
- FERGUSON J., 1999 : *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*. Berkeley, University of California Press.
- LABAZEE P. (coord. par), 1991. *Cahiers d'études africaines*, XXXI (4), 124 (Anthropologie de l'entreprise).
- MACGAFFEY J., 1987. *Entrepreneurs and Parasites. The Struggle for Indigenous Capitalism in Zaïre*. Cambridge, Cambridge University Press.
- SELIM M., 1991. *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh. Ethnologie d'une entreprise*. Paris, L'Harmattan.
- SELIM M., SUGITA K. (coord. par), 1991. *Journal des anthropologues*, 43-44 (Ethnologie de l'entreprise).

NOTES

1. Avec des slogans aussi explicites que « La France dehors, USA in ».
2. Je ne développerai pas plus ici l'analyse de la situation en Côte-d'Ivoire. On pourra se reporter à Bazin (2005).
3. Cf. aussi Bazin (1999).
4. À ce propos, voir Bazin, Didry, Roulleau-Berger, Selim (2004).
5. L'expression « prise de possession » est celle d'Althabe ; en ce qui concerne la zaïrianisation des entreprises, je pense entre autres aux travaux de J. McGaffey (1987).
6. Rappelons Samir Amin : *Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire*, paru en 1967, constatait l'absence d'un capitalisme autochtone et concluait que la véritable bourgeoisie de la Côte-d'Ivoire (au sens des détenteurs de capitaux) se trouvait en Europe. Sa thèse était à la fois très juste (d'une certaine manière anticipatrice de l'accélération des phénomènes de concentration de capitaux qui caractérisent la globalisation économique actuelle) et manquait une dimension essentielle des processus sociopolitiques alors en cours. Notons que deux décennies plus tard, c'était un lieu commun que d'affirmer qu'un certain nombre de chefs d'État africains (dont Houphouët-Boigny et Mobutu) figuraient parmi les personnages les plus riches du monde, leur fortune personnelle étant supposée équivalente à la dette de leur pays.
7. Cf. la synthèse de M. Abélès (1990).
8. Pour reprendre la formule que Clastre (1974) voulait appliquer à ses propres travaux. Mais Clastre adhère justement beaucoup trop au mythe ethnologique du « primitif » pour parvenir à accomplir ce décentrement sans projeter ses propres révoltes sur des figures de l'altérité maximale.

9. D'où les haines farouches que la démarche d'Althabe a suscitées, tant d'ailleurs dans sa première phase africaniste que dans ses développements ultérieurs, sur la France notamment, et qui vont jusqu'à le faire disparaître des dictionnaires, ainsi que Jean Copans le mentionne dans sa contribution à ce numéro.

10. Pour faire allusion au terme de « production de l'étranger » qu'il a conceptualisé par la suite, notamment avec Monique Selim (1987) et à son lien intrinsèque avec, au niveau épistémologique et méthodologique, l'idée de réflexivité et d'implication, telle qu'il la formulait encore récemment avec Valeria A. Hernandez (2004).

11. Pour conforter ce point de vue ajoutons que, parmi les élèves de Balandier de cette période des années 1960, Jean Copans (1980) est avec Althabe l'un des seuls ethnologues à prendre pleinement en compte les phénomènes politiques contemporains de leurs enquêtes de terrain. Même si les orientations scientifiques des deux auteurs sont différentes, cette caractéristique coïncide dans les deux cas avec l'attention accordée à l'implication (politique) de la recherche et à l'analyse des rapports de domination internationaux (peu importe leur désignation : coloniaux, postcoloniaux, impérialistes, etc.). Cf. Copans (1974, 1975).

12. Par exemple Althabe (1988, 1990).

13. Un second numéro « Anthropologie, entreprise, entrepreneur » a été coordonnée par Monique Selim et moi-même en 1996.

AUTEUR

LAURENT BAZIN

CLERSÉ